

18 novembre 2025 |

Ecrit par le 18 novembre 2025

(Vidéo) Loi Duplomb : 'Face à la peur, l'agriculture française se sacrifie, et vous ?'



Dans ce communiqué, au titre interpellant, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et les Jeunes agriculteurs de Vaucluse, militent pour la réintroduction très encadrée de l'acétamipride, produit phytosanitaire néonicotinoïde autorisé par l'Union européenne mais dont la réintroduction et les dérogations en France ont été censurées par le Conseil constitutionnel (article 2 de la Loi Duplomb).

Les agriculteurs soulignent que sans son usage et la suppression des dérogations, les cultures et productions françaises -notamment des fruits rouges- sont en danger. Egalement ce même produit aura été utilisé pour la culture de fruits, plantes et fleurs importés et pourtant destinés aux consommateurs français. Les paysans tiennent à ce que ceux-ci en soient informés et pleinement conscients. Dans un même temps, la pétition de la Loi Duplomb sur le site de l'<u>Assemblée Nationale</u> a recueilli plus de 2,1 millions de signatures.

La Loi Duplomb

« Depuis l'adoption de la loi <u>Duplomb</u>, une question s'impose : avons-nous agi par précaution ou par panique ? exposent les agriculteurs. En censurant la réintroduction encadrée de l'<u>acétamipride</u>, un produit phytosanitaire <u>néonicotinoïde</u> autorisé dans l'Union européenne, la France a cédé à la crainte sans évaluer pleinement les risques réels.

Pour un usage encadré hors floraison

Pourtant, selon l'<u>ANSES</u> (Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail) et l'<u>EFSA</u> (Autorité européenne de sécurité des aliments), lorsque son usage est encadré et réalisé hors floraison, l'acétamipride répond aux exigences de sécurité pour la santé humaine et des pollinisateurs, et reste conforme à la <u>loi "Abeille"</u>.

Quelle alternative à cette molécule ?

Cette molécule est aujourd'hui indispensable pour protéger certaines productions, notamment les fruits rouges dans le Vaucluse. Faute d'alternative efficace, son interdiction place nos producteurs dans une impasse technique et économique. Cette molécule est interdite en agriculture en France, mais faisait encore l'objet de dérogations très encadrées pour certaines cultures spécifiques.

Suppression des dérogations

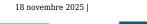
Ces autorisations exceptionnelles faisaient l'objet d'une évaluation rigoureuse avant d'être accordées : elles reposaient sur une évaluation scientifique et n'étaient délivrées que lorsqu'aucune solution viable n'existait. La suppression de ces dérogations ne fait pas disparaître le besoin, elle le déplace. Les consommateurs français continueront à mettre dans leur panier des fruits, cerises ou autres produits traités à l'acétamipride... mais cultivés dans d'autres pays européens où son usage reste autorisé. Plutôt que de renforcer la santé publique, cette décision affaiblit nos filières et favorise les importations. Et si les effets ne sont pas encore forcement visibles pour les consommateurs, ils le seront dès les prochaines saisons : des vergers entiers manqueront de moyens efficaces pour se défendre contre les ravageurs, faute de traitements compatibles ou d'alternatives disponibles.

Des messages trop alarmistes ?

Cette situation résulte d'une sur-transposition française que certains ont encouragée, parfois en signant des pétitions ou en relayant des messages alarmistes. Mais, au moment de passer en caisse, combien vérifient réellement l'origine des produits ? Combien se demandent si ces fruits ou légumes ont été traités avec la molécule qu'ils ont contribué à interdire en France ? Vous avez exigé des règles plus strictes. Demain, serez-vous prêts à soutenir les filières que vous aurez contribué à fragiliser ? Le pouvoir est aussi dans vos mains.

Une molécule déjà prégnante dans notre quotidien

L'acétamipride n'est d'ailleurs pas absent de notre quotidien. On le retrouve dans certains produits biocides destinés au grand public, tels que des insecticides d'intérieur, des produits de jardinage ou des traitements antiparasitaires pour animaux domestiques. En privant nos agriculteurs d'outils autorisés ailleurs en Europe, nous affaiblissons encore un peu plus notre souveraineté alimentaire et notre économie rurale, sans réduire l'exposition réelle des consommateurs à cette molécule. La FDSEA





(Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et les Jeunes Agriculteurs du Vaucluse appellent à des prises de décisions basées sur les faits, et non sur les peurs, et invitent chacun à exercer sa responsabilité... au moment de remplir son panier.

MMH

(Vidéo) Les agriculteurs de Vaucluse à l'honneur sur les routes du Tour de France



A l'occasion des prochaines étapes de la Grande boucle qui se dérouleront mardi 22 et mercredi 23 juillet prochains en Vaucluse, les agriculteurs du département seront mis à l'honneur tout au long du parcours. Une promotion qui s'inscrit dans le cadre de la 4^e participation de <u>la FNSEA</u> (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) à la caravane du Tour. Au total, deux voitures et deux chars



entièrement personnalisés aux couleurs de la campagne de communication 'Ma Nature, Mon Futur, l'Agriculture' dédiée à la valorisation des métiers agricoles, emprunteront les routes de Vaucluse pour distribuer des 'goodies' et assurer la mise en valeur de l'agriculture hexagonale.

« C'est un rendez- vous auguel nous sommes très attachés. »

Arnaud Rousseau, président de la FNSEA

« Chaque année, notre participation au Tour de France met en lumière la présence constante et l'apport des agriculteurs aux paysages et aux terroirs qui font la renommée internationale de la France, explique Arnaud Rousseau, président de la FNSEA. Le Tour de France, événement sportif populaire, offre une vitrine exceptionnelle pour sensibiliser le grand public à la diversité de nos métiers, piliers d'une agriculture française parmi les plus vertueuses au monde. C'est un rendez- vous auquel nous sommes très attachés. »

Les agriculteurs de la FNSEA, lors de l'édition du Tour de France 2024. Crédit : FNSEA

Des tifos géants vus du ciel

Mais il n'y a pas que la Caravane du Tour, il y a aussi les animations le long des routes. <u>Nos confrères de l'hebdomadaire Vaucluse agricole</u> viennent ainsi aussi de recenser les différentes animations que les agriculteurs ont mis en place tout au long du parcours durant ces deux étapes vauclusiennes.

A l'image de leurs homologues des autres départements, les 'paysans' locaux vont notamment réaliser de grandes fresques destinées à être visible depuis le ciel et être filmé par les caméras des hélicoptères de France Télévisions lors des retransmissions en direct des étapes.

18 novembre 2025 |



Ecrit par le 18 novembre 2025



A l'image de leurs collègues de Champagne, les agriculteurs de Vaucluse vont réaliser des fresques destinées à être filmées par les hélicoptères de France Télévision. Crédit : FNSEA

Lors de l'étape du 22 juillet, la FDSEA de Vaucluse proposera ainsi au niveau de Courthézon une fresque 'des saveurs d'ici' avec des fraises, des cerises et des tomates géantes dans un immense panier de bottes de foin. Toujours lors de cette 'étape reine' menant au Mont Ventoux, c'est aussi <u>le Comité régional d'Interfel Provence-Alpes-Côte d'Azur</u>, l'interprofession des fruits et légumes frais, qui va déployer du côté de Caromb, aux côtés des <u>Jeunes agriculteurs de Vaucluse</u>, un tifo de 600m² aux couleurs et slogan de l'interprofession.

Le lendemain, sur le village départ à Bollène, Interfel et Inter-Rhône feront respectivement la promotion des fruits et légumes frais ainsi que les vins locaux.

Un marché des producteurs

Auparavant, la Chambre d'agriculture, le réseau 'Bienvenue à la ferme' et le Comité de promotion des produits de Vaucluse proposeront <u>un marché de producteurs 100% local</u>. Il se déroulera le dimanche 20 juillet à Bédoin, de 8h30 à 15h, sur la plaine des Ermitans au Ventoux juste après le chalet Reynard. L'occasion de faire découvrir aux nombreux spectateurs déjà installés (Près de 1 000 camping-caristes français et étranger sont attendus) pour suivre l'ascension du géant de Provence des glaces au lait de vache, des pâtes locales, du vin ainsi que du miel, des confitures, des gelées de plantes, des amandes, de l'ail, des abricots, des melons...







Avignon : les raisins de la colère mais aussi



les cerises, les lavandes, les fraises et les melons



« Macron, si tu vas à Rio (pour le G 20) n'oublie pas les péquenots », a-t-on pu lire sur une banderolle, « Votre faim, pas notre fin » ou encore « On veut vous nourrir, pas mourir ». A l'aube ce lundi 18 novembre, opération escargot, une centaine d'agriculteurs partis de l'Ile Piot avec leurs tracteurs font le tour des remparts. Après une halte au pied du Pont Saint-Bénézet ils vont rallier la préfecture pour faire remonter leurs revendications.

En tout, plus de 80 manifestations de colère sont recencées en France. « Depuis la dernière mobilisation, il y a un an, on n'a pas reçu un seul centime d'euro d'aide pour notre trésorerie » dénonce Benoît, un viticulteur, membre des Jeunes Agriculteurs de Vaucluse. « Rien n'a changé, on ne nous écoute pas, on n'entend pas notre désespoir. Une machine à vendanger ça coûte cher, un tracteur aussi. On arrive pas à rembourser nos prêts ». Un autre précise : « On voudrait lutter à armes égales mais on ne le peut pas. Nos concurrents n'ont pas les mêmes obligations que nous, ils peuvent utiliser des produits interdits en France, et du coup on mange du poulet à la javel ou du boeuf aux OGM importés et ça ne va pas



Ecrit par le 18 novembre 2025

s'arranger si le Traité Mercosur est signé ».

« On a le moral au plus bas » reconnaît Georgia Lambertin, la présidente de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse. « On n'arrive pas à nourrir notre propre famille, on n'a pas les mêmes normes qui nous sont imposées, les mêmes charges sociales. Il y en a qui trichent avec les étiquettes et les tampons, qui nous trompent sur la marchandise, surtout dans la grande distribution. On est étranglés ».



© DR

Il y avait 1 million de paysans en France en 1988, il en reste 350 000 aujourd'hui. Ce que voient venir les agriculteurs, c'est leur extinction si on ne fait rien. Il est urgent de réagir, d'où cette révolte paysanne. Depuis un an, depuis l'inaugurations chaotique du Salon de l'Agriculture, quelques avancées avaient été réalisées par le gouvernement. Mais avec la dissolution-surprise du 9 juin, la campagne des législatives,



les trois mois à patienter pour trouver un 1er ministre, puis les semaines à attendre pour former un nouveau gouvernenemt, la Loi d'Orientation Agricole est restée en suspens, faute d'interlocuteur. « Sur les 70 propositions de Gabriel Attal au printemps, seulement 36% ont été mises en application depuis, on est floués » explique Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, « C'est totalement insuffisant. Nous en avons marre de cette Europe-passoire qui laisse entrer des produits qui ne respectent pas nos normes de traçabilité et de garantie alimentaire. Et avec le Mercosur, la mondialisation va s'intensifier, les importations aussi, au mépris de notre santé et des cours du marchés qui vont d'effondrer ».

La volonté des paysans en colère n'est pas de bloquer la France, mais de faire passer leur message avec des opérations « coup de poing » jusqu'à la mi-décembre. Pas question de compliquer la vie des consommateurs en amont des fêtes de fin d'année, quand les meilleurs produits agricoles, foie gras, truffes, cardons, poulardes, chapons, treize desserts et grands crus s'arrachent pour composer le menu de réveillons.

« Heureusement, nous avons le soutien de 80% de la population, selon un sondage », précise Georgia Lambertin, soulagée ne pas subir d'agri-bashing. « On remercie nos concitoyens pour leur soutien dans notre lutte légitime et on va tout faire pour ne pas bloquer la circulation. On veut simplement vivre dignement de notre travail, être enfin entendus par les pouvoirs publics et ne plus voir des courges payées 38 centimes d'euro au payan qui se retrouvent dans les étals de supermarchés à 3,50€. »